

3 EVOLUTION ECONOMIQUE DU CANTON DE VAUD⁹

L'économie de la Suisse a connu une longue période de stagnation qui ne s'est terminée qu'en 1997 avec une reprise relativement vigoureuse des activités économiques. Une redistribution des cartes est en train de s'opérer sur le plan sectoriel, sous la pression et l'impulsion de nouvelles technologies et de la globalisation des affaires. Cette évolution n'est pas sans conséquences sur la politique économique et structurelle des cantons, en particulier sur les efforts de la promotion économique. Les actions de la promotion économique doivent tout naturellement s'insérer dans le contexte économique existant, puisqu'elles ont pour objectif d'influencer le tissu économique afin de contribuer au développement de long terme.

3.1 Evolution économique et conjoncturelle

L'évolution conjoncturelle du canton de Vaud et de la Suisse romande ne se démarque pas très fortement de l'évolution sur le plan suisse, comme le montrent les indices synthétiques de court terme calculés périodiquement par le KOF ou le CREA. Sur le plan macroéconomique et à moyen et long terme, l'évolution conjoncturelle et structurelle peuvent être mesurées par la valeur ajoutée et l'emploi.

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la capacité d'une économie de générer de la valeur ajoutée (revenus) sur son territoire et est un indicateur de l'attrait qu'exerce le territoire (canton) en tant de localisation de la production. A défaut de statistique officielle du PIB cantonal, le revenu cantonal informe sur le pouvoir d'achat que détient la population résidante, sans se demander d'où provient le revenu. Le revenu cantonal indique l'ensemble des revenus touchés par la population résidante, en général rapporté à la population de la région. Il est un indicateur sur l'attrait de la région en tant que domicile (fiscal).

En comparant l'évolution du revenu cantonal avec celle du revenu national, ainsi que le produit intérieur brut sur le plan national, on observe une croissance plus forte des revenus dans le canton de Vaud durant les années de bonne conjoncture (années quatre-vingt), mais une (non-) croissance parallèle durant les années de stagnation économique entre 1991 et 1997. Les revenus dans le canton de Vaud ont crû de 3,5% en volume entre 1980 et 1989, mais seulement de 0,9% dans la décennie suivante. Cette croissance dans le canton de Vaud s'est traduite par une hausse du poids économique du canton dans la Suisse, puisque la part du revenu cantonal passe en vingt ans de 8% à près de 8,7%. Un autre indicateur pour mesurer l'évolution conjoncturelle est le chômage. Dans les années nonante, le chômage a littéralement explosé pour atteindre, par paliers successifs, le taux maximum de 8% en 1997. Depuis, il a diminué aussi dans le canton de Vaud, mais reste relativement élevé, avec un taux de 5,3%, par rapport à la moyenne suisse de 3,7%.

3.2 Evolution sectorielle

L'observation de l'emploi (à défaut de la valeur ajoutée) des activités économiques peut révéler à travers le développement de certaines activités des avantages comparés de l'économie cantonale ou régionale. Il en va de même de la structure des exportations régionales qui concernent en principe des activités et produits compétitifs, mais qui se limitent par nature aux exportations industrielles. Les données des recensements des entreprises donnent une indication sur l'évolution des secteurs d'activités (sans les

⁹ Nous présentons ici une synthèse des éléments, l'étude complète est présentée en annexe.

19'500 emplois dans le secteur primaire)¹⁰. Globalement, l'emploi a baissé entre 1991 et 2001 de 3%, un taux légèrement supérieur à celui observé sur le plan national. Depuis 2001, les emplois ont légèrement diminué, selon la statistique fédérale trimestrielle de l'emploi.

La désindustrialisation s'est poursuivie dans le canton de Vaud, comme en général en Suisse, mais la distinction entre industrie et service devient de plus en plus floue : l'industrie, notamment d'exportation et de « haute technologie », comprend une part croissante de services (recherche et développement, informatique et traitement de données, etc.); et il existe aussi une industrialisation des services, comme le montre l'application de la technologie informatique et de communications dans les activités financières. Comme en Suisse, les activités industrielles dans le canton de Vaud ont fortement baissé durant les années nonante (perte de 18'000 emplois). En 2001, les emplois industriels ne représentent plus que 22% de l'emploi, sans l'agriculture, par rapport à la moyenne suisse de 28%. Toutes les branches industrielles ont perdu des emplois entre 1991 et 2001, sauf dans la fabrication des moyens de transport (+34%) - grâce aux marchés en croissance dans la sous-traitance pour le secteur automobile étranger -, dans l'industrie chimique qui a plus que compensé les pertes d'emploi d'avant 1998, et dans les travaux sur métaux. Toutefois, ces trois branches ne représentent que quelque 3% des emplois non agricoles (14,6% des emplois dans l'industrie), par rapport à la part de 5% au niveau suisse (18,2% de l'industrie).

Au niveau des services, l'emploi a augmenté de 8'000 unités environ entre 1991 et 2001 compensant la moitié des pertes constatées dans l'industrie. Les branches tertiaires de croissance sont les activités informatiques, la recherche et le développement ainsi que les services aux entreprises qui ont connu une croissance continue (+ 6'300 emplois) et les activités para-étatiques (enseignement, santé, activités sociales et services personnels). Si une partie de la croissance des services informatiques et aux entreprises résultent de l'externalisation de la part des grandes entreprises, il faut relever le développement réjouissant des services à haute valeur ajoutée tels que la recherche et le développement, combiné avec l'essor de l'industrie chimique et certaines activités spécialisées de fabrication. Il est vrai aussi que la part des services publics et parapublics continue d'augmenter. L'administration publique, l'enseignement (privé et public), la santé et les autres services collectifs et personnels représentent en 2001 quelques 30% de l'emploi (+ 4 points depuis 1991, + 10'000 emplois), pour une moyenne de 24,8% au niveau suisse.

Comme le relève également l'unité de recherche économique du Credit Suisse, l'indice de spécialisation calculé par les auteurs ne montre une concentration visible que dans les services administratifs et sociaux, ainsi que dans les activités de l'information. Il est vrai que la part de l'emploi dans le canton de Vaud ne dépasse celle de la Suisse de façon significative que dans les postes et télécommunications, la recherche et le développement et les autres services aux entreprises. Selon le Credit Suisse, l'absence au niveau cantonal de spécialisation dans le secteur de l'industrie est à l'image de l'arc lémanique.

3.3 Chômage

Les données mises à disposition par le seco sur le nombre de chômeurs enregistrés selon les activités économiques (branches) des années 2000 à 2003 montrent que le chômage issu de la chimie, de l'électrotechnique, de l'électronique et de l'optique se situe dans la moyenne en 2001, mais plus en 2003. Du côté de l'informatique et des activités de R&D, on observe des taux élevés en 2001 et croissants. Cette situation contraste apparemment avec l'évolution de l'emploi qui montre une croissance ou une stagnation

¹⁰ Voir Statistique Vaud, Emplois et établissements vaudois, Analyse du recensement fédéral des entreprises et des établissements de septembre 2001, Communication statistique Vaud, no 3, août 2003.

entre 1991 et 2001. L'augmentation du chômage dans une branche peut être due à la difficulté ou la fermeture de certaines entreprises, mais d'autres entreprises qui se créent ou s'implantent n'embauchent pas forcément les travailleurs tombés au chômage. Par ailleurs, un certain nombre de chômeurs tente de changer d'activités et pourrait être embauché dans d'autres branches. Dans ce sens, et c'est le cas en général, un emploi créé ne correspond pas à un chômeur en moins.

3.4 Compétitivité et exportations

Une économie nationale ou régionale est compétitive si elle réussit à vendre sur les marchés intérieurs et étrangers, sans pour cela devoir enregistrer une baisse de la valeur ajoutée, des salaires réels ou une aggravation du chômage. Le degré de compétitivité d'un pays peut alors être déduit du niveau du revenu national réel (capacité à améliorer le niveau de vie des habitants). Une indication de l'évolution de la compétitivité des produits peut être fournie par l'évolution de leur part dans les exportations. Depuis 1990, on constate une forte croissance des parts aux exportations des produits chimiques et des instruments de précision. En revanche, l'industrie des machines diminue nettement en importance, alors que l'horlogerie maintient sa part aux exportations, et que l'industrie électrique et électronique voit sa part augmenter de façon régulière.

La compétitivité ne se limite toutefois pas à la capacité d'exporter des biens et services (avantages comparatifs). La région doit aussi être attractive comme lieu de production et d'implantation. Les avantages comparatifs (localisation) aussi bien que les avantages absolus (productivité) jouent un rôle. Les conditions-cadre sont en grande partie déterminées par l'Etat dont l'action influence la productivité des entreprises et des facteurs de production.

3.5 Constats et conclusions

L'évolution économique du canton de Vaud durant les 15 dernières années n'est pas très différente de celle de la Suisse, même si le taux de chômage est un peu plus élevé que la moyenne suisse. En particulier, la désindustrialisation de l'économie vaudoise, à l'instar de l'économie suisse, s'est poursuivie. Toutefois, la distinction entre industrie et service, selon la nomenclature des activités économiques qui retient comme critère de classement l'activité prépondérante, est de plus en plus floue : l'industrie, notamment d'exportation et de « haute technologie », comprend une part croissante de services (recherche et développement, informatique et traitement de données, etc.). Il existe aussi une industrialisation des services, comme le montre l'application de la technologie informatique et de communication dans les activités financières.

La compétitivité de l'économie vaudoise, notamment dans de la région lémanique, reste intacte, et il existe encore des potentialités dans l'industrie de pointe (précision, électronique, chimie) et dans les services de l'information (informatique, communications, recherche et développement, santé). Ces domaines correspondent assez bien aux cinq grandes familles de technologies prometteuses qui ont été identifiées: les technologies de l'information et de la communication, les technologies médicales et biomédicales, les micro-techniques, et les technologies alimentaires et environnementales. Le choix de la technologie alimentaire (non identifiée en tant que telle dans les statistiques disponibles) peut être justifié par la présence de Nestlé et de ses laboratoires de recherche. D'ailleurs, les accords bilatéraux bis comprennent un volet sur la libéralisation des échanges dans le domaine des produits agricoles transformés. Les technologies environnementales se basent sur des compétences scientifiques et industrielles de pointe, qui ont une assise certaine dans le canton de Vaud (EPFL, Université, industrie de pointe), mais qui représentent un créneau d'affaires encore "confidentiel".

Dans la perspective de la prochaine évaluation, nous préconisons l'élaboration d'un tableau de bord économique de suivi (conjoncture, revenu cantonal, emploi, chômage) sur la base des données disponibles au service cantonal de recherche et d'information statistiques et l'Office fédéral de la statistique. Ce développement doit s'appuyer et valoriser le travail déjà réalisé dans ce domaine par l'Idheap.